



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 624

Texte de la question

INSÉCURITÉ À MARSEILLE

M. le président. La parole est à Mme Valérie Boyer, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Valérie Boyer. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, ma question s'adresse au ministre de l'intérieur. Je souhaite y associer mon collègue Guy Teissier ici présent.

Monsieur le ministre, à l'heure où Marseille est capitale européenne de la culture et rayonne à travers sa richesse culturelle, elle montre son vrai visage. Une fois de plus, notre belle ville défraye la chronique pour des faits d'une violence inouïe. Non seulement les statistiques sont effrayantes, mais la violence s'introduit jusque dans le monde de la santé.

Ainsi, dimanche dernier, un médecin urgentiste de l'hôpital Nord est menacé par un patient de revenir avec une kalachnikov. Le lendemain, deux personnes agressent des membres du personnel de l'hôpital.

Banalisée, la violence prend la forme de véritables scènes de guerre. Nous nous souvenons tous du braquage en plein jour d'un magasin en centre ville, et de l'assassinat d'une avocate, égorgée.

Vous avez tous vu les images de jeunes forçant un TGV à s'arrêter au milieu des voies. Samedi matin, c'est un commando armé qui a assassiné un détenu à sa sortie de la prison des Baumettes.

Monsieur le ministre, pendant plusieurs mois, vous avez pris vos distances avec Mme Taubira. Pourtant, dimanche, vous avez déclaré mener la même politique que la ministre de la justice.

Mais comment, en brandissant un message de laxisme (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), comme le font constamment le Gouvernement et votre majorité, l'insécurité et la violence reculeront-elles ?

Ce n'est pas avec Mme Taubira, qui veut vider la sanction pénale de ses fonctions expiatoires et dissuasives, ce n'est pas avec une majorité sénatoriale alliée aux communistes, qui vote pour l'amnistie des délits commis lors de mouvements sociaux (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*), que les Français, et en particulier les Marseillais, seront davantage en sécurité !

Quant aux zones de sécurité prioritaires, on ne voit rien venir en dépit de nombreuses annonces médiatiques.

Vous avez la critique prompte et sévère, mais nous sommes au regret de constater que les choses ne changent pas : elles s'aggravent désespérément.

La sécurité des biens et des personnes relève d'une compétence régaliennne : cela relève de votre compétence et de votre responsabilité.

Alors que vous êtes ministre depuis presque un an, que constate-t-on ? Certes, vous êtes un grand communicant, mais jamais les résultats n'ont été aussi mauvais. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Madame la députée, je vous remercie pour cette question tout à fait nuancée. (*Sourires.*)

Je voudrais vous dire qu'à Marseille plus qu'ailleurs, dans la lutte contre la délinquance et contre le crime, notre réponse est forte, globale, concentrée, et s'inscrit dans la durée.

Nous avons nommé un préfet de police de plein exercice ; nous avons créé deux zones de sécurité prioritaires sur les quartiers Nord et les quartiers Sud, à votre demande ; nous avons nommé ou mis en place 221 policiers et gendarmes supplémentaires, qui manquaient.

M. Bernard Roman. C'est vrai !

M. Manuel Valls, *ministre*. Une demi-compagnie républicaine de sécurité supplémentaire est aujourd'hui dédiée à l'intervention dans les quartiers, notamment les quartiers sud que vous connaissez bien, avec des résultats probants.

C'est une approche globale, qui intègre évidemment aussi le travail de la police des airs et des frontières et des douanes, ainsi qu'une grande coopération avec la justice.

Il y a quelques mois, nous avons tenu pour la première fois, avec Christiane Taubira, une réunion conjointe avec les responsables de l'ordre public et de la justice.

Nous devons faire un travail de très longue haleine sur cette ville, qui est gangrenée par la violence, par les trafics de drogues, par ces meurtres qui sont évidemment insupportables.

M. Guy Geoffroy. Corruption socialiste !

M. Manuel Valls, *ministre*. Vous ne ferez croire à personne que c'est le résultat de la politique menée depuis quelques semaines.

M. Christian Jacob. Ça fait un an, tout de même !

M. Manuel Valls, *ministre*. Cela nécessite du temps, de la constance, de la coopération.

Nous menons cette coopération avec la ville de Marseille, avec les élus de Marseille, avec le déploiement de la police municipale.

Concernant la vidéoprotection, j'ai inauguré avec le maire de Marseille le centre de supervision. Vous n'y étiez pas : c'est bien dommage (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), car la lutte contre l'insécurité demande de la constance, demande de la coopération, demande autre chose que le discours que vous tenez.

Les Marseillais et Marseille méritent autre chose que cela, ils méritent avant tout un discours républicain.

(*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP. - Protestations sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Boyer](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 624

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 mars 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [13 mars 2013](#)